



Chapitre S-36

LOI SUR LES SUBVENTIONS AUX COMMISSIONS SCOLAIRES

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi,
- « année »; a) « année » signifie les douze mois compris entre le premier juillet d'une année et le trente juin de l'année suivante;
- « commission »; b) « commission » signifie toute commission scolaire régionale, toute commission scolaire centrale protestante et toute commission scolaire régies par la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-14);
- « compagnie »; c) « compagnie » signifie toute corporation ou compagnie légalement constituée qui, en vertu de quelqu'une des dispositions de la Loi sur l'instruction publique, est obligée au paiement de taxes scolaires foncières;
- « cours secondaire »; d) « cours secondaire » comprend toute classe d'un niveau supérieur à la septième année du cours élémentaire;
- « classe maternelle ». e) « classe maternelle » signifie toute classe reconnue comme telle par le ministre de l'éducation, où l'on reçoit des enfants pour une année d'études précédant immédiatement la première année du cours élémentaire.

S. R. 1964, c. 237, a. 1.

SECTION I

FRAIS D'ADMINISTRATION ET D'ENTRETIEN

- Subvention par élève. **2.** Toute commission reçoit, chaque année, une subvention de vingt-cinq dollars par élève du cours élémentaire ou secondaire pour l'aider à défrayer le coût de l'administration et de l'entretien de ses écoles.

S. R. 1964, c. 237, a. 2.

SECTION II

RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL ENSEIGNANT

- Subvention pour traitements. **3.** Toute commission reçoit chaque année, une subvention pour l'aider au paiement des traitements du personnel enseignant.

SUBVENTIONS AUX COMMISSIONS SCOLAIRES

Base. Dans le cas d'une commission autre qu'une commission scolaire régionale, cette subvention est établie en fonction du pourcentage de son revenu de taxes foncières qui provient de compagnies et, dans le cas d'une commission scolaire régionale, elle est établie en fonction du pourcentage de ce revenu pour l'ensemble des commissions qui en sont membres.

Calcul du pourcentage. Le rapport financier exigé par la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-14) et produit pour l'année précédente sert au calcul de ce pourcentage.

Barème. La subvention varie de soixante-quinze à dix dollars par élève du cours élémentaire ou secondaire selon le barème suivant:

Pourcentage des taxes provenant de compagnies	Subvention par élève
moins de 10%	\$75
10% à 12%	73
12% à 14%	70
14% à 16%	68
16% à 18%	66
18% à 20%	63
20% à 22%	61
22% à 24%	59
24% à 26%	56
26% à 28%	54
28% à 30%	52
30% à 32%	49
32% à 34%	47
34% à 36%	45
36% à 38%	42
38% à 40%	40
40% à 42%	38
42% à 44%	35
44% à 46%	33
46% à 48%	31
48% à 50%	28
50% à 52%	26
52% à 54%	24
54% à 56%	21
56% à 58%	19
58% à 60%	17
60% à 62%	14
62% à 64%	12
64% et plus	10

S. R. 1964, c. 237, a. 3; 1966-67, c. 65, a. 1.

SECTION III

ORGANISATION DU COURS SECONDAIRE

Subvention supplémentaire. **4.** Toute commission reçoit, pour chacun de ses élèves dont le degré de cours correspond à une huitième ou neuvième année de scolarité, une subvention supplémentaire égale à celle qui est prévue à l'article 3; toute commission reçoit aussi, pour chacun de ses élèves dont le degré de cours correspond au moins à une dixième année de scolarité, une subvention supplémentaire égale à une fois et demie celle qui est prévue à l'article 3.

S. R. 1964, c. 237, a. 4; 1966-67, c. 65, a. 2.

SECTION IV

CLASSES SPÉCIALES POUR CERTAINS ENFANTS

Subvention pour classes maternelles. **5.** Toute commission reçoit par enfant inscrit dans une classe maternelle la subvention prévue à l'article 2 et la moitié de la subvention prévue à l'article 3.

Brevet requis. Cette subvention n'est payable que si l'institutrice chargée de l'enseignement détient un brevet spécialisé approprié.

S. R. 1964, c. 237, a. 6.

Subvention pour classes d'enfants arriérés. **6.** Toute commission qui maintient en activité dans ses écoles une classe spéciale pour les enfants incapables, en raison de déficience physique ou psychique, de profiter de l'enseignement donné dans les classes régulières, reçoit, par élève de telle classe, une subvention supplémentaire égale au double de la subvention à laquelle elle a droit en vertu de l'article 3.

Conditions. Cette subvention n'est payable que si cette classe compte au moins dix et au plus vingt élèves, et si l'instituteur chargé de l'enseignement détient un brevet spécialisé approprié.

S. R. 1964, c. 237, a. 8.

SECTION V

LIVRES DE CLASSE

Subvention pour livres de classe.

7. Toute commission reçoit, chaque année, une subvention de quatre dollars par élève du cours élémentaire et de neuf dollars par élève du cours secondaire pour les livres de classe mis à la disposition des élèves en vertu de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-14).

S. R. 1964, c. 237, a. 9.

SECTION VI

LIVRES DE BIBLIOTHÈQUE SCOLAIRE

Subvention pour bibliothèque.

8. Toute commission reçoit, chaque année, une subvention égale à soixante-quinze pour cent du montant qu'elle a payé pour l'achat de livres de bibliothèque scolaire.

Limite.

Cette subvention ne doit pas dépasser un dollar par élève du cours élémentaire et deux dollars par élève du cours secondaire.

S. R. 1964, c. 237, a. 10.

SECTION VII

TRANSPORT DES ÉLÈVES

Subvention de transport.

9. 1. Toute commission scolaire régionale ou locale qui exerce les pouvoirs prévus à l'article 195 ou à l'article 431 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-14) reçoit, pour les fins du transport des élèves, une fois à l'aller et une fois au retour, au début et à la fin des cours quotidiens élémentaires et secondaires, une subvention annuelle égale au coût normalisé établi pour ce transport par les règlements du gouvernement en ne tenant compte que des élèves qui fréquentent une école sous sa juridiction ou sous la juridiction d'une autre commission scolaire régionale ou locale pour laquelle elle pourvoit au transport lorsque cette école est située:

- a) dans une municipalité de cité ou de ville et que la distance de la résidence des élèves à l'école est de mille six cents mètres ou plus;
- b) dans une municipalité de village ou de campagne au sens de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-14);
- c) dans une municipalité sise au Nord du 51^{ème} parallèle;
- d) dans les municipalités de cités ou de villes de Bécancour, Gaspé et de Percé.

Subventions spéciales.

2. Le gouvernement peut, sur la recommandation du ministre des transports, fixer, par règlement, les normes, conditions et modalités

tés de versement d'autres subventions pour le transport des élèves lors d'activités scolaires spéciales ou occasionnelles ou pour le transport des enfants qui fréquentent les classes dites «maternelles», de certaines catégories d'enfants inadaptés ou handicapés ou de certaines autres catégories de transport scolaire non visé au paragraphe 1 du présent article.

Entrée en vigueur.

3. Les règlements du gouvernement adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou de la date ultérieure qui y est fixée.

Paiement des subventions.

4. Les subventions prévues au présent article sont versées à même les fonds accordés annuellement à cette fin par la Législature, sur l'autorisation du ministre des transports, après que toutes les exigences requises par les lois et les règlements ont été remplies.

S. R. 1964, c. 237, a. 11; 1965 (1^{re} sess.), c. 70, a. 1; 1972, c. 55, a. 103; 1975, c. 45, a. 30; 1977, c. 60, a. 36.

SECTION VIII

CONSTRUCTION D'ÉCOLES

Aide à la construction.

10. Le ministre de l'éducation peut accorder l'aide financière qu'il juge nécessaire à toute commission qui construit, agrandit ou répare une école conformément aux règlements.

Dépôt en fidéicomis.

Il peut, à la demande d'une telle commission, déposer en fidéicomis, entre les mains du ministre des finances, le montant de cette aide ainsi que de toute subvention qui lui est autrement accordée pour que le ministre des finances acquitte à même ces montants, aux échéances indiquées par la commission, le principal et les intérêts des obligations émises par une telle commission après le 1er juillet 1968, en totalité ou en partie.

Subventions à remettre.

La demande de la commission doit indiquer les subventions qui seront ainsi remises en totalité ou en partie au ministre des finances; elle a effet, dès que le ministre des finances accepte d'y donner suite, jusqu'à parfait paiement, par lui, des sommes qu'il doit ainsi acquitter.

S. R. 1964, c. 237, a. 12; 1968, c. 63, a. 1.

SECTION IX

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Subventions.

11. 1. Le conseil scolaire de l'Île de Montréal pour les commissions scolaires sous sa juridiction, la Commission des écoles catholiques de Québec et le Bureau des écoles protestantes du Québec métropolitain reçoivent chaque année, au lieu des subventions pré-

- vues aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la présente loi et de toutes subventions pour la construction d'écoles, une subvention globale de cinquante dollars par enfant d'une classe maternelle, de cent dollars par élève du cours élémentaire et de cent soixante-quinze dollars par élève du cours secondaire ou d'une classe spéciale visée à l'article 6.
- Subventions. 2. Sous réserve du paragraphe 3, le Conseil scolaire de l'Ile de Montréal reçoit pour les commissions scolaires sous sa juridiction, les subventions prévues à l'article 9 de la présente loi.
- Subventions. 3. Le Conseil scolaire de l'Ile de Montréal, pour la Commission des écoles catholiques de Montréal et le Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal, la Commission des écoles catholiques de Québec et le Bureau des écoles protestantes du Québec métropolitain reçoivent, au lieu des subventions prévues à l'article 9, une subvention annuelle dont le montant et les normes, conditions et modalités de versement sont déterminées par règlement du gouvernement.
- S. R. 1964, c. 237, a. 14; 1966-67, c. 65, a. 5; 1972, c. 60, a. 43; 1974, c. 61, a. 8.

SECTION X

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Calcul du nombre d'élèves. **12.** Pour les fins des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 11 le nombre d'élèves est établi d'après l'inscription au journal officiel d'inscription et d'appel de chaque école le trente septembre de l'année en cours.
- Calcul du nombre d'élèves. Pour les fins des mêmes articles, le nombre d'élèves comprend les enfants pour lesquels une commission paie des frais d'enseignement à une institution d'enseignement privée conformément à une entente conclue en vertu de l'article 450 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-14).
- S. R. 1964, c. 237, a. 15; 1966-67, c. 65, a. 5.
- Paievements. **13.** Les subventions prévues aux articles 2, 3 et 4 sont payées en deux versements, au cours des mois d'octobre et d'avril.
- Date de paiement. La subvention pour les livres de classe est payée au cours du mois de novembre.
- Date de paiement. La subvention pour les livres de bibliothèque scolaire est payée sur réception de la facture acquittée par la commission.
- Pour transport. La subvention pour le transport des élèves est payée chaque année sur réception d'une copie du contrat intervenu entre la commission et l'entrepreneur, ou d'un état certifié des dépenses encourues à cette fin.
- Versements. Les subventions prévues aux articles 5 et 6 sont payées en deux versements au cours des mois de décembre et de mai.

Versements. La subvention prévue à l'article 11 est payée en deux versements au cours des mois d'avril et de juin.

S. R. 1964, c. 237, a. 18; 1966-67, c. 65, a. 7.

Déduction pour régime de retraite. **14.** La somme nécessaire pour payer la retenue sur les traitements, conformément à l'article 33 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (chapitre R-11) est déduite du deuxième versement de la subvention prévue à l'article 3 ou du premier versement de la subvention prévue à l'article 11.

S. R. 1964, c. 237, a. 19; 1966-67, c. 65, a. 8.

Règlements. **15.** Le gouvernement peut adopter tous règlements qu'il juge nécessaires à l'exécution de la présente loi. Ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*.

S. R. 1964, c. 237, a. 20; 1968, c. 23, a. 8.

Exécution de la loi. **16.** Le ministre de l'éducation est chargé de l'exécution de la présente loi.

S. R. 1964, c. 237, a. 21.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 237 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre S-36 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 237

Chapitre S-36

LOI DES SUBVEN-
TIONS AUX COMMIS-
SIONS SCOLAIRES

LOI SUR LES SUBVEN-
TIONS AUX COMMIS-
SIONS SCOLAIRES

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 4	1 - 4	
Section IV		Abrogée 1966-67, c. 65, a. 3
5		Abrogé 1966-67, c. 65, a. 3
Section V	Section IV	
6	5	
7		Abrogé 1966-67, c. 65, a. 4
8	6	
Section VI	Section V	
9	7	
Section VII	Section VI	
10	8	
Section VIII	Section VII	
11	9	
Section IX	Section VIII	
12	10	

SUBVENTIONS AUX COMMISSIONS SCOLAIRES

S.R. 1964, c. 237

L.R. 1977, c. S-36

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

Section X

Section IX

13

Abrogé 1965 (1^{re} sess.),
c. 70, a. 2

14

11

Section XI

Section X

15

12

16 - 17

Abrogés 1966-67,
c. 65, a. 6

18

13

19

14

20

15

21

16

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

